

# Les finances publiques dansent sur un volcan

## Sommaire

Les finances publiques dansent sur un volcan .....	1
La structure actuelle de la fiscalité.....	2
Les chocs à venir sur cette structure.....	5
Les chocs écologiques .....	6
Les chocs européens .....	6
Le choc clef : la démographie.....	7
Quelles solutions possibles ?.....	8
La fin des gaspillages .....	8
Désinvestir.....	9
Réinvestir.....	10
Le protectionnisme réglementaire.....	10
Déréglementer à l'intérieur.....	10
Conclusion .....	11
Annexe 1 – L'effondrement ou la faillite, ça fait quoi et combien ça coûte ? .....	12

La situation des finances publiques françaises est devenue absolument critique. La dette est hors de contrôle, elle augmente quelle que soit la méthode retenue pour la mesurer, le déficit budgétaire n'arrive pas à diminuer et l'année 2019 en a fait une éclatante démonstration qui sera eclipsée par celle de 2020 avec la crise du covid 19.

Alors que l'actuel gouvernement n'a plus aucune légitimité, de nombreuses décisions ont été prises qui ne peuvent qu'aggraver la situation à court et long terme, pour (soit disant) les gilets jaunes, pour l'écologie, pour respecter le programme du candidat. Aucune amélioration n'est donc à attendre. L'économie était déjà en récession avant la crise et le covid va simplement accélérer l'effondrement de nos finances publiques. On parle d'un déficit de 10 %, d'une récession de 10 %, ce qui ne peut amener la dette officielle qu'à 140 % du PIB, alors que l'Italie risque de dépasser la Grèce.

Lors de la prochaine échéance, et idéalement avant, seul un profond changement de paradigme peut nous faire échapper à un effet de ciseau catastrophique et il faudra aller au delà des mesures habituelles que notre bord soutient. Sur la construction, l'immigration, la fiscalité, les retraites, la démographie et bien d'autres, un changement fondamental est indispensable.

Face à la crise qui nous frappe, l'état a pris le contrôle total de l'économie. Comme il était prévisible, cela nous conduit à faillites et pénuries. La seule solution est de nous libérer, l'état doit contrôler, piloter et non administrer.

## La structure actuelle de la fiscalité

Même en suivant la présentation actuelle des comptes de l'état, la situation était très mauvaise. D'après les comptes officiels, tout d'abord, les impôts ont augmenté de 3 % en valeur en 2018 :

**TABLEAU DES PRODUITS RÉGALIENS NETS**

	Note	2018	2017 retraité	Variation
Impôt sur le revenu	29	78 030	73 766	4 265
Impôt sur les sociétés	29	27 353	27 223	130
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	29	18 623	16 303	2 320
Taxe sur la valeur ajoutée	29	156 977	151 761	5 216
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	29	30 808	28 598	2 211
Autres produits de nature fiscale et assimilés	29	13 598	13 037	561
<b>TOTAL DES PRODUITS FISCAUX NETS (XIII)</b>	<b>29</b>	<b>325 390</b>	<b>310 687</b>	<b>14 703</b>
Amendes, prélèvements divers et autres pénalités	29	9 519	8 460	1 059
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS RÉGALIENS NETS (XIV)</b>	<b>29</b>	<b>9 519</b>	<b>8 460</b>	<b>1 059</b>
Ressource propre de l'Union européenne basée sur le revenu national brut	29	-16 124	-11 953	-4 170
Ressource propre de l'Union européenne basée sur la taxe sur la valeur ajoutée	29	-4 518	-4 422	-96
<b>TOTAL RESSOURCES PROPRES DU BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE BASÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT ET LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (XV)</b>	<b>29</b>	<b>-20 642</b>	<b>-16 376</b>	<b>-4 266</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS RÉGALIENS NETS (XVI = XIII + XIV + XV)</b>	<b>29</b>	<b>314 267</b>	<b>302 771</b>	<b>11 496</b>

([https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance\\_publique/files/files/documents/budget/comptes/2018/CGE2018.pdf](https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/files/documents/budget/comptes/2018/CGE2018.pdf))

Remarquons que ce tableau ignore les taxes départementales, comme par exemple sur l'électricité, les taxes foncières, etc... Qui augmentent encore plus rapidement.

Les dépenses, elles, continuent d'augmenter plus vite que l'inflation :

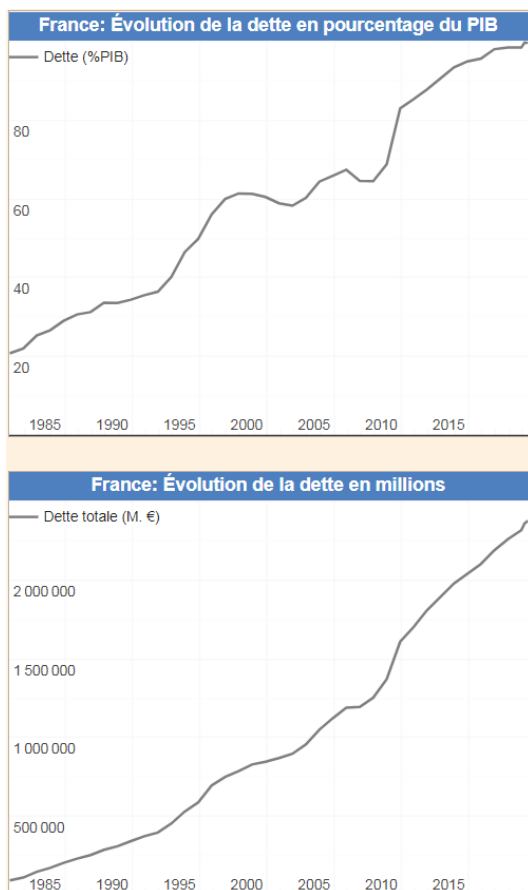
## TABLEAU DE DÉTERMINATION DU SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE

	2018	2017 retraité	Variation
Charges de fonctionnement nettes (V)	188 888	195 695	-6 807
Charges d'intervention nettes (VIII)	154 711	151 448	3 262
Charges financières nettes (XI)	22 542	16 703	5 839
<b>CHARGES NETTES (XII)</b>	<b>366 140</b>	<b>363 847</b>	<b>2 294</b>
Produits fiscaux nets (XIII)	325 390	310 687	14 703
Autres produits régaliens nets (XIV)	9 519	8 460	1 059
Ressources propres de l'Union européenne basées sur le revenu national brut et la taxe sur la valeur ajoutée (XV)	-20 642	-16 376	-4 266
<b>PRODUITS RÉGALIENS NETS (XVI)</b>	<b>314 267</b>	<b>302 771</b>	<b>11 496</b>
<b>SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE (XVI - XII)</b>	<b>-51 873</b>	<b>-61 075</b>	<b>9 202</b>

Par ailleurs, mais nous vous en ferons grâce dans cet exposé, la variation moins mauvaise des dépenses est due en partie dans les détails des comptes officiels à des variations de provision, fort discutables comme tout chef d'entreprise le sait.

Et ces comptes, déjà médiocres, sont bien pires en 2019, suite aux différentes mesures prises fin 2018, au point de rendre la situation catastrophique.

La dette quand à elle est hors de contrôle et depuis longtemps. Un graphique vaut mieux qu'un long discours :



(<https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/dette/france>)

Quiconque pense à voir ces courbes que la situation s'est améliorée sous un président quelconque est dans le déni de réalité. La courbe continue de grimper, alors que nous sommes en théorie en pleine reprise et que de nombreux pays prétendaient être en plein emploi.

Et cette dette n'est que la partie émergée de l'iceberg. Dans les comptes officiels de l'état sont présents les engagements hors bilan, dont en particulier les retraites :

Engagements de retraite de l'État	33			
Fonctionnaires civils de l'État et militaires		2 080 353	2 212 262	-131 909
Fonctionnaires de La Poste		135 900	146 788	-10 888
Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE)		44 910	43 603	1 307
Neutralisation financière de l'acte II de la décentralisation		15 113	15 607	-494
Autres régimes spécifiques		10 717	11 082	-365

Le total est tellement hallucinant qu'il n'est même pas fait dans le document officiel ! Il passe les 3 000 milliards d'euro, 3 fois la dette officielle. On comprend que le gouvernement souhaite passer au régime général le désastre de ses engagements de retraite vis-à-vis de ses agents ; retraites pour lesquelles il n'a pas provisionné de réserves lors des périodes fastes comme le fait logiquement le privé.

Sur le fond, le budget de l'état se constitue de 4 impôts : la TVA, l'IR, l'IS, les prélèvements sur les énergies fossiles, dans cet ordre.

Si l'on s'intéresse aux dépenses, elles se constituent de 4 postes principaux, dans l'ordre :

- Les dégrèvements (135 milliards net)
- L'éducation initiale et supérieure (100 milliards net)
- L'armée (45 milliards)
- Les collectivités locales (40 milliards net)

L'Europe, la justice, les comptes publics, l'action sociale comptent pour 70 milliards de plus.

Avant de passer au futur de cet équilibre, qui n'en est pas un à 70 milliards d'euros près, intéressons nous quelque peu aux dégrèvements ; beaucoup de gens pensent que l'évasion ou la fraude fiscale est à l'origine du déficit, et on cite souvent le chiffre de 100 milliards, qui ressemble à celui-ci-dessus.

Précisons tout d'abord que cette « dépense » inclut plus de 15 milliards d'impôts indument perçus. Inclure cela dans les dépenses, c'est quelque peu abusif.

Cette « dépense » comprend par exemple la réduction de la taxe d'habitation (5 milliards).

Le gros du total est lié à des niches (normales par ailleurs) dans la TVA, par exemple intracommunautaire. On peut parler du prélèvement à la source qui conduit à surpréléver ceux qui disposent de crédits d'impôts puis à les rembourser. Ceci baisse artificiellement la dette !

Il existe cependant des « dépenses » qui sont de vraies réductions d'impôts, le crédit d'impôt recherche par exemple, ou les réductions d'impôts sur le revenu sur la construction ou pour les demi-parts. Il nous semble toutefois qu'à 46 % de prélèvements obligatoires, les dégrèvements ne soient pas une mine d'or mais plutôt une mine de chômage.

Enfin ce montant des remboursements et dégrèvements a plus que doublé en 10 ans. Ce sont donc des recettes prélevées puis remboursées qui rendent le budget à tout le moins illisible et à mon opinion peu sincère.

## Les chocs à venir sur cette structure

Tout d'abord, pourquoi ne pas continuer sur le « business as usual » politique, ie proposer d'alléger un peu tout cela, de simplifier et de prendre des procédures à long terme ?

La réponse se trouve dans la crise des gilets jaunes. On avait décidé il y a 10 ans la mise en place d'une taxe carbone, qui a conduit à une crise sociale sans précédent. Nous avons pris, ces dernières années, de nombreuses décisions qui vont avoir des conséquences d'un ordre de grandeur supérieur à celui là.

Nous n'évoquons même pas le risque de taux, les autres menaces alliées au covid étant suffisantes à faire « sauter la banque ».

## Les chocs écologiques

Nous avons décidé l'extinction en 2040 du moteur thermique en France. Nous avons également décidé de réduire le nucléaire, d'augmenter le renouvelable.

Il est clairement souhaitable de baisser notre dépendance aux pétromonarchies. Il n'est peut être pas la meilleure solution que de mettre fin aux moteurs thermiques, alléger les véhicules est sans doute préférable, mais ce n'est pas le sujet de ce travail.

Le souci est que nous collectons aujourd'hui 20 milliards d'euros sur le pétrole et un peu plus sur l'électricité et le gaz. Et on se dirige vers 0 à l'horizon des 20 prochaines années ; il va par conséquent falloir suppléer à 50 milliards d'euros de recette. Ce n'est pas une vue de l'esprit, lors des crises de 73 et de 2008 la consommation et la collecte de taxes afférentes ont transitoirement fortement baissé. Cela va recommencer en 2020.

De plus l'achat massif de batteries et d'éoliennes essentiellement en Chine ne peut que dégrader encore nos comptes.

Personne n'a chiffré ce coût.

En sus de ces chocs phénoménaux, personne n'a chiffré les conséquences des déploiements massifs de transports en commun, comme le Grand Paris dont le budget du siècle a été estimé par un rapport du Sénat à 1000 milliards d'euros. Comment allons nous payer ces frais alors que nous peinons déjà à financer l'amortissement du TGV, qui a été près de 10 fois moins cher en étant optimiste ?

## Les chocs européens

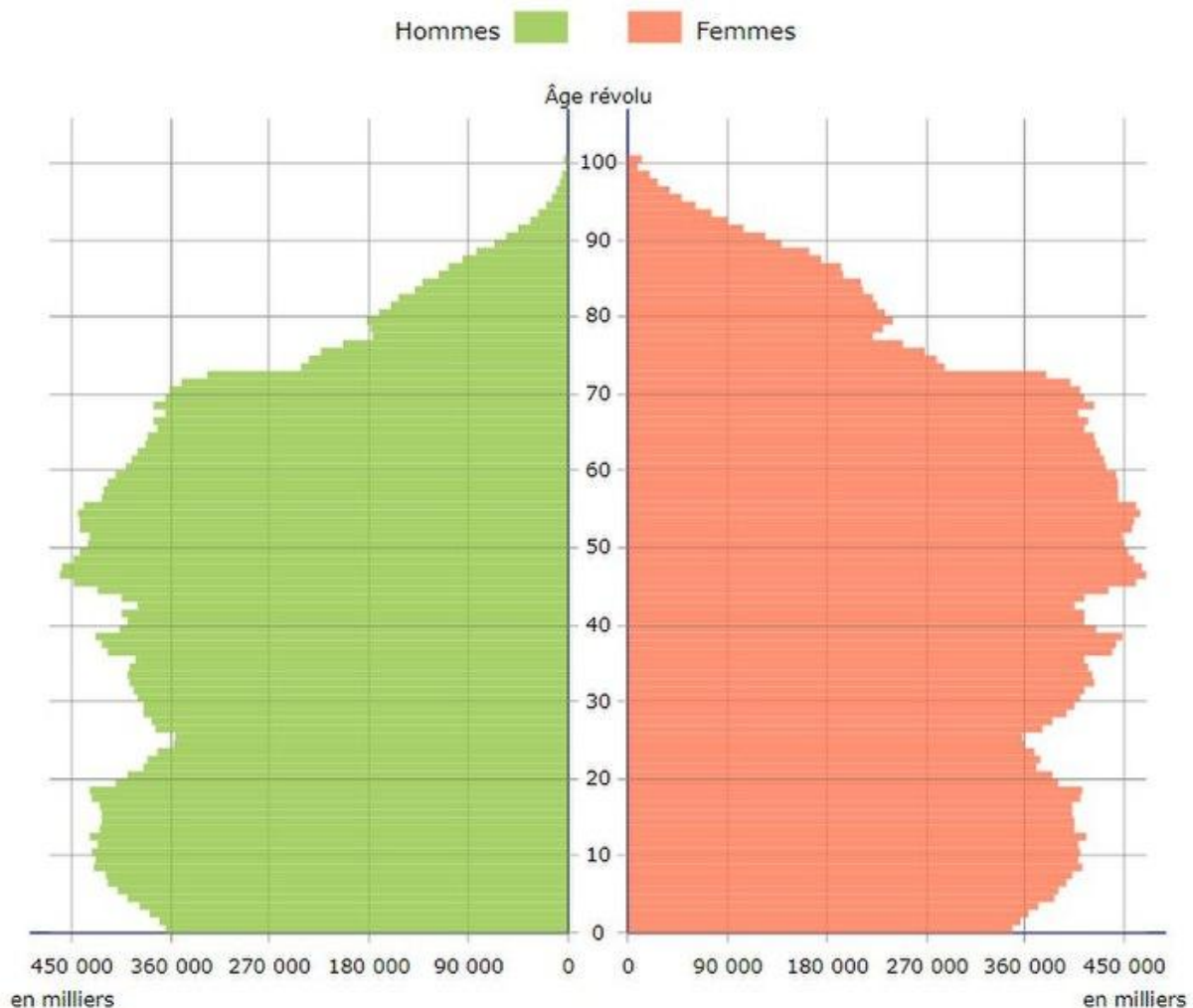
Notre contribution nette au budget européen est estimée entre 5 à 10 milliards par an.

Or l'Angleterre a brexité et plusieurs adhésions de pays désargentés sont en cours. Quelqu'un sait il à combien notre contribution va-t-elle monter ? Nous ne pensons pas qu'il soit possible d'y suppléer sans la création de recettes nouvelles.

## Le choc clef : la démographie

La situation démographique du pays est explosive, et cela commence à se savoir, notamment grâce à (ou à cause) de la réforme des retraites.

C'est manifeste en regardant la pyramide des âges :



Il y a deux fois plus d'hommes de 73 ans que d'hommes de 74 ans.

Il est donc évident que le poids des retraites, le poids de la maladie, le poids de la dépendance va nous écraser. Le résultat du Covid montre l'incapacité de nos structures à y faire face. Il n'y a aucune chance que nous puissions maintenir le niveau de service actuel aux dépendants dans les dix prochaines années. Ce qu'il faut, c'est éviter une nouvelle catastrophe sanitaire. C'est heureusement générateur d'emplois, mais cela va lourdement peser sur les budgets publics et rien n'est prévu.

D'autre part, depuis l'accession au pouvoir de François Hollande, notre natalité chute sans arrêt. Nous avons perdu près d'un million de bébés, et la situation s'aggrave.

Les causes en sont maintenant connues : c'est la démolition de la politique familiale pour satisfaire une idéologie et économiser un petit milliard qui en est à l'origine. C'est une dépense fiscale qu'il faut rétablir.

C'est cette chute qui a permis de dédoubler des classes maternelles et primaire... On a dépensé une économie à court terme, on a une fois de plus mangé notre blé en herbe.

Il est évident que notre consommation va s'atrophier et ce n'est certainement pas l'immigration la solution. Il faut en finir avec les solutions de court terme.

Il va à l'évidence y avoir un krach immobilier hors des grandes villes en particulier sur les côtes où se sont installés les vieux retraités. L'effet de richesse qui permet aux baby boomers de consommer touche à sa fin. Les ressources en droits de mutation vont largement se tarir. Rien n'est prévu pour y faire face.

## Quelles solutions possibles ?

Nous allons nous concentrer sur de vraies solutions et non continuer de pratiquer la cavalerie comme par exemple transférer le déficit des retraites publiques au privé qui ne peut conduire qu'à un appauvrissement encore accru à terme.

## La fin des gaspillages

C'est un classique pour notre bord politique que de dénoncer les gaspillages. Ceux-ci sont en effet incroyables.

Le versement de retraites à des centaines, l'explosion de l'Aide Médicale d'Etat, l'abus de certaines aides par les grands groupes, en particulier le jeu avec des paradis fiscaux intra européens, les carrousels à la TVA intraeuropéenne...

Les gaspillages incroyables de certains ministères et certains élus, les aides au développement inutiles... L'Etat et les collectivités font tout ! Il y a en effet un immense chantier dans la refonte de l'Etat et la fin de la générosité absurde.

Mais il en va dans les gaspillages dénoncés par la Droite comme des fraudes fiscales dénoncées par la Gauche. On annonce d'énormes montants, on trouve des cas emblématiques, mais en 7 ans de pouvoir socialiste – LREM, la lutte contre la fraude fiscale a à peine généré un milliard annuel... Donc soit c'est la faute de l'Europe, soit la fraude n'est pas si grande qu'on le dit.

Nous croyons plus par exemple à la suppression d'un échelon administratif. Ou dans la suppression des structures devenues monstrueuses du Ministère de l'Agriculture et de la Culture...

Mais ce n'est pas là que nous trouverons les 100 milliards dont nous avons besoin. Si on en trouve 10, ce sera formidable. Et sûrement récessif !



## Désinvestir

Une bonne partie des économies est à prendre dans la fin d'habitudes absurdes.

Nous avons pris l'habitude de faire émigrer des cadres et des migrants et de défiscaliser la construction pour leur construire des logements. Il faut arrêter, tout simplement, et faire comme les japonais, renoncer à la croissance pour retrouver notre cohésion nationale.



Nous menons des investissements discutables dans les transports en commun, dont le TGV est un exemple bien connu. Il vaut mieux investir dans le télétravail et dans des véhicules plus légers par la réglementation, et renoncer à des infrastructures déficitaires dès le premier jour que nous ne pouvons plus financer.

Certains déficits ne peuvent plus être gérés, comme celui des retraites publiques. Il faut racheter les droits à la retraite de nos fonctionnaires sur la base du volontariat, comme l'ont fait d'autres pays. Ce sera de l'argent frais qui lui rentrera dans l'économie, et c'est un vrai mécanisme keynésien avec un gain budgétaire à 5 ans maximum.

## Réinvestir

Il y a deux domaines où nous devons investir globalement.

Nous devons remettre en place notre politique familiale. Le marasme des 6 dernières années est largement dû au plafonnement de niches et d'allocations familiales, il y a 300 000 emplois à créer de nouveau.

Nous devons mettre le paquet sur le changement de mix énergétique. Il faut par exemple qu'ENGIE fournisse la liste des passoires thermiques et que l'état se substitue aux particuliers pour les réduire. Nous pouvons diviser par 2 notre facture en 5 ans, faisons le, même de façon autoritaire. Le retour sur investissement est de 10 à 20 ans, c'est infiniment meilleur que d'acheter des éoliennes chinoises ou des trains allemands chez Alstom. Nous devons également mieux exploiter notre forêt, redémarrer notre agriculture et développer la méthanisation. La fiscalité peut être un outil, nécessairement transitoire.

## Le protectionnisme réglementaire

Il est inconcevable que des entreprises françaises ne puissent produire en France des produits vendus en France. Nous devons, quitte à faire la révolution en Europe, refuser ce qui est mauvais pour notre pays et notre peuple.

D'autres pays l'ont fait. Bien des pays ont interdit les graisses trans. La population maigrit et le pouvoir d'achat ne bouge pas, voire augmente.

Bien des pays ont des réglementations qui interdisent les jeans produits avec des procédés industriels infâmes ou avec le travail des enfants. Il est très simple de décider qu'un groupe qui produit avec des sous traitants employant des enfants payent le même genre d'amende que Google en Europe.

Les délocalisations sont basées sur une escroquerie : on fait dans ces pays des choses interdites ici. Ce n'est pas qu'une question de coût de l'heure.

L'état doit transférer des impôts absurdes comme la CFE et la CVAE sur la TVA en échange de la mise en place par exemple d'un revenu universel minimal.

## Déréglementer à l'intérieur

La déréglementation a légitimement mauvaise presse. Mais c'est comme avec les chasseurs, il y a la bonne et la mauvaise.

Typiquement l'interdiction faite aux officines de distribuer les masques est une aberration.

Les frontières sont nécessaires. La première chose qu'a créé la vie, c'est la cellule, c'est-à-dire la frontière. Nous devons accroître nos libertés à l'intérieur de nos frontières. Le principe de subsidiarité doit être réinstauré en France.

## Conclusion

Notre situation est devenue critique, au point d'en être désespérante. L'auteur de ces lignes commence à douter qu'éviter une catastrophe soit possible. En 2017, je me demandais comment nous allions parvenir à payer les nouvelles taxes carbonées. J'ai eu la réponse : on ne les a pas payées, on a juste tiré de nouvelles traites sur l'avenir, après un mouvement social cataclysmique. Et la centrifugeuse tourne de plus en plus vite, avec une grève d'une durée jamais vue en France qui n'émeut personne et qui n'a pas empêché les ministres de réveiller, enchaîné avec l'enfermement de tout un pays parce que l'état qui se dépêchait de voler les réserves du privé a oublié de commander des masques. C'est incroyable !

Pour y échapper, un changement de paradigme est nécessaire. Nous devons renoncer aux solutions coûteuses et en revenir au low-tech.

Les solutions coûteuses, c'est l'immigration, la construction, les transports en commun, les guerres à l'étranger, la délocalisation. Tout cela est trop cher pour nos finances et notre souveraineté et doit s'arrêter. Il faut revenir au low-tech : maintenir la vitalité de la population, reconstruire une industrie locale, choisir un mix énergétique largement local, rénover plutôt que construire, être menaçant plutôt qu'être violent.

D'un point de vue finances publiques, il faut planifier les conséquences de nos actes :

- Chaque investissement doit générer un réel bonus pour nos finances ou notre souveraineté. **Tous ceux qui n'en génèrent pas ou sont négatifs doivent être arrêtés.**
- **L'immigration doit s'arrêter.** Le droit d'asile doit revenir à maximum mille personne par an. **Les territoires ultra marins doivent renoncer au droit du sol.**
- **Concentrer le peu de ressources fiscales qui reste sur la famille et les PME. Le CIR par exemple doit être restreint aux PME. Les niches fiscales sur la construction doivent toutes être supprimées sauf celles sur la performance énergétique.**
- **Déclarer la guerre aux importations de basse qualité.** Tout ce qui est interdit en France ne doit pas y entrer sous forme manufacturée. S'il faut sortir des traités, sortons-en. On ne peut plus les payer dans tous les cas...

Eric Lemaire  
Vice-Président de la Société Civile Française  
Serial Entrepreneur

## **Annexe 1 – L’effondrement ou la faillite, ça fait quoi et combien ça coûte ?**

Nous sommes dans une crise différente de celle de 2008. La production s’est effondrée et ne va remonter que très lentement.

Je réfléchis depuis longtemps à ces sujets. La disparition de la production, si on parvient à éviter la famine ou l’accident industriel, conduit tout simplement à un appauvrissement général, comme en Russie dans les années 90. Juste un rappel sur les conséquences pour les Russes :

- Paupérisation des anciens et baisse de l’espérance de vie.
- Apparition des oligarques.
- Retour d’une dictature où l’échelle sociale est bloquée.
- Fuite des jeunes à haut potentiel.

Notons que nous avons déjà les trois derniers points. Il ne nous manque que le premier.

Un appauvrissement général, s’il ne cause pas d’accident industriel ou alimentaire, est intolérable socialement mais est tolérable économiquement en apparence à court terme.

La difficulté est la dette. Compte tenu du montant des dépenses contraintes, une perte de revenus conduit forcément à un défaut. Pour le moment nous évitons le défaut en créant de la monnaie en Europe.

Malheureusement en France, nous avons des difficultés structurelles par rapport aux pays nordiques :

- Nous n’avons pas de vrai plan de relance comme les allemands.
- Nous avons une dette bien plus élevée et un tissu industriel déprimé.
- Nos fournisseurs qui nous prêtent sont encore plus en difficulté que nous.

Il est donc probable que nos partenaires européens n’accepteront pas une impression / inflation à la hauteur de nos besoins pour éviter des défauts massifs d’entreprises.

Certaines alternatives à terme sont connues, c’est chypre. Pour supprimer de la dette, il faut supprimer des créances, c’est-à-dire les comptes courants. L’hypothèse a été étudiée notamment par la FMI, un chiffre de 25 % des comptes courants permet de « sauver » l’Etat et les grandes institutions. C’est l’impact auquel il faut s’attendre sur notre richesse nationale à terme.

Nous allons vivre d’une façon ou d’une autre ce dont l’euro nous a protégé quelques temps, une dévaluation de notre pouvoir d’achat par rapport à l’étranger.